



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 3 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 31 juillet 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Parc éolien IPER EOL ESTL

2 place du Pontiffroy
57014 Metz Cedex 1

Références : EINCHEVILLE_PE_IPER_EOL_ESTL_2024-09-03_RAPVI_JPBM_00387
Code AIOT : 0006209688

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 juillet 2024 dans l'établissement Parc éolien IPER EOL ESTL implanté sur les communes d'Eincheville, Suisse, Thonville et Landroff. L'inspection a été annoncée le 24 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2024 "Mesure ERC sur les parcs éoliens".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Parc éolien IPER EOL ESTL
- 2 PLACE DU PONTIFFROY 57014 METZ CEDEX 1 57000 METZ
- Code AIOT : 0006209688
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien IPER EOL ESTL a reçu son permis de construire le 4 mai 2011, et a été mis en service le 23 septembre 2011.

Par courrier préfectoral du 6 août 2012, le parc éolien a bénéficié du droit d'antériorité au titre de la rubrique 2980. L'installation est notamment soumise à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le parc éolien est composé de 8 éoliennes V90 HH : l'éolienne E1 a une hauteur de nacelle de 80 m, et les 7 autres machines ont une hauteur de nacelle de 90 m. Elles sont toutes équipées d'un rotor d'un diamètre de 90 m, soit une hauteur en bout de pale de 125 m pour l'éolienne E1 et de 135 m pour les autres. La puissance nominale de chaque machine est de 2 MW.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Brides, pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas relevé de non-conformité lors de sa visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de suivi environnemental du parc réalisé du 13 mai au 22 octobre 2019. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental des parcs éolien terrestres de 2018.</p> <p>La mortalité constatée sur le terrain est de cinq oiseaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un pigeon ramier le 22 mai 2019 ; • trois corneilles noires les 28 mai, 19 juin et 17 juillet 2019 ; • un merle noir le 1^{er} août 2019. <p>Les cinq oiseaux retrouvés morts ne sont pas des espèces protégées, selon l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.</p> <p>Aucune mortalité de chiroptère n'a été constatée durant ce suivi environnemental.</p> <p>Ce suivi n'a pas mis en évidence un impact significatif sur l'avifaune et les chiroptères. Par conséquent, un nouveau suivi environnemental n'est pas exigible.</p> <p>La prescription est respectée.</p> <p>A noter, lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il fera réaliser en 2025 un suivi environnemental pour l'ensemble de ses trois parcs éoliens du secteur (parc éolien IPER EOL ESTL de Eincheville-Suisse-Thonville-Landroff, parc éolien IPER EOL de Baronville-Destry et parc éolien IPER EOL de Thicourt).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, DEPOBIO
Prescription contrôlée : [...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un problème de logiciel l'empêche d'intégrer ses suivis environnementaux (absence de l'icône "importer") dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" (DEPOBIO). Ce problème a été relevé pour l'ensemble de ses trois parcs éoliens du secteur (parc éolien IPER EOL ESTL de Eincheville-Suisse-Thonville-Landroff, parc éolien IPER EOL de Baronville-Destry et parc éolien IPER EOL de Thicourt). Par courriel du 13 août 2024, l'exploitant a attesté du dépôt en ligne des suivis environnementaux par transmission à l'inspection les certificats de dépôt des trois parcs éoliens. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Brides, pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides et des pales
Prescription contrôlée : I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales [...]. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. [...]
Constats : L'exploitant indique à l'inspection qu'un tiers des brides est contrôlé chaque année, et qu'en 3 ans l'ensemble des brides est contrôlé, respectant ainsi les prescriptions. Ainsi, un tiers des brides des 8 machines du parc ont été contrôlées en août 2023, un autre tiers en

<p>août 2022 et le dernier tiers en août 2021.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection l'ensemble des rapports de contrôle des brides des trois dernières années, sans constater de non-conformité.</p> <p>Quant aux pales, un contrôle est effectué chaque année.</p> <p>L'exploitant a exposé à l'inspection le contrôle des pales des 8 éoliennes réalisé le 25 juin 2024 par drones.</p> <p>Chaque pale comporte des dommages essentiellement situés à leur extrémité (dû aux impacts de foudre) et à leur base (dû aux efforts mécaniques). Ils sont jugés légers, et ne nécessitent pas l'arrêt des machines. Aucun dommage sérieux n'a été constaté lors du contrôle.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des extincteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de vérification des extincteurs, réalisé le 21 décembre 2023 qui indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aucune non-conformité concernant les extincteurs des éoliennes ; • la nécessité de remplacer l'extincteur du poste de livraison. <p>L'exploitant indique que ce remplacement a été effectué.</p> <p>Ensuite, l'inspection s'est rendue sur le parc éolien et a constaté par sondage que l'extincteur situé au pied de l'éolienne 4 (n°41631) a effectivement été contrôlé en décembre 2023 et ne présente pas visuellement de défaut. En raison d'un temps orageux et par mesure de sécurité, l'inspection n'a pas pu contrôler la présence de l'extincteur de la nacelle.</p> <p>Quant à l'extincteur du poste de livraison, l'inspection a constaté qu'il a été changé, d'aspect neuf, avec une première vérification réalisée en mars 2024.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite